



Dans une série de billets écrits après le désastre nucléaire japonais, le Dr Abraham Behar, président de l'Association des Médecins français pour la Prévention de la Guerre nucléaire (AMFPGN), s'interrogeait : « Qui se soucie des manutentionnaires de Fukushima ? : « Des voix s'élèvent pour évoquer le sort des 50 techniciens qui font ce qu'ils peuvent dans la centrale hautement radioactive. Mais qui se soucie des quelques 300 manutentionnaires préposés aux basses besognes, aux cotés des pompiers et leur jet d'eau dérisoire, et qui sont de fait les "liquidateurs" japonais ? » . [1]

« Les conditions de travail sont affreuses » reconnaissait Thierry Charles, directeur de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), cité par Catherine Vincent dans un article du 18 mars [2]. Il était alors encore difficile pour les journalistes de vérifier à quel point ce jugement était justifié. Le sort des « soutiers » du nucléaire – les employés des entreprises de sous-traitance – restait en particulier « mal connu » notait le 23 mars Philippe Pons, correspondant du Monde qui vit depuis plusieurs décennies dans l'archipel. Le sociologue Paul Jobin, spécialiste de cette question, en savait pourtant assez pour prévenir : « Sans renforts, les ouvriers de Fukushima sont condamnés » [3].

Les doses de radioactivités reçues par ces travailleurs du nucléaire sont-elles aussi dangereuses que l'affirme Paul Jobin, « potentiellement mortelles » pour reprendre les termes de la Criirad, qui critique la façon dont opèrent les autorités japonaises ? [4] Bien des « experts » prétendent que non, en s'appuyant sur les données officielles (notoirement incomplètes) et sur des « niveaux » d'expositions aux radiations légalement autorisés – en oubliant de rappeler que ces niveaux sont définis en tenant compte des besoins des industries concernées plus que de critères médicaux : la preuve, ils changent en fonction des urgences et des pays, comme si les effets des radiations variaient selon le lieu et le moment ! [5]

Ainsi, le 19 mars, les autorités japonaises ont relevé le maximum légal jusqu'à 250 millisieverts afin de pouvoir continuer à envoyer des salariés sur le front de Fukushima et réduire les évacuations de population. Paul Joubin note « [qu'en] temps normal au Japon, le maximum légal d'exposition est de 20 millisieverts (mSv) par an en moyenne sur cinq ans, ou un maximum de 100 sur deux ans, ce qui est déjà très élevé, mais on peut traduire cette décision "d'urgence" comme un moyen de légaliser leur mort prochaine et d'éviter d'avoir à verser des

indemnités à leurs familles, car les risques de cancers augmentent à proportion de la dose encaissée. Avec des doses de 250 mSv, les risques de cancers, d'atteintes mutagènes ou sur la reproduction sont très élevés. » [6]

Au-delà des chiffres un peu abstraits, la condition faite aux « soutiers » du nucléaire à Fukushima devrait convaincre quiconque douterait encore que la santé des êtres humains n'est pas la préoccupation première des industriels et gouvernants ! Elle a notamment été décrite par le correspondant du Monde Philippe Mesmer [7], de l'AFP [8] ou du quotidien nippon Asahi [9]. Tous les employés de Tepco – l'entreprise responsable du site –, pompiers et soldats qui interviennent dans la centrale courent des risques importants ; mais ce sont les salariés des entreprises de sous-traitance qui font le travail le plus dangereux (ce qui les a notamment amenés à patauger dans des flaques d'eau très radioactive) : « Les sacrifiés de Fukushima [...] tirent des câbles pour rétablir l'électricité, dégagent les débris encombrant les sites, aspergent les réacteurs privés de systèmes de refroidissement et tentent de relancer le fonctionnement d'équipements. ».

Histoire de rogner sur les coûts et malgré la dureté de la tâche, les « travailleurs du risque » sont mal nourris ! « Nous mangeons deux fois par jour. Au petit-déjeuner, des biscuits énergétiques, au dîner du riz instantané et des aliments en conserve » explique Kazuma Yokota, un surveillant de la centrale à une équipe de télévision nipponne. Pas de déjeuner à midi. Dans les premiers jours de la crise, chaque intervenant ne recevait qu'un litre et demi d'eau en bouteille. Ils dorment (brièvement) dans des conditions précaires sur le site même de Fukushima dans un bâtiment prévu pour résister en partie aux radiations, sur une natte et avec un drap de plomb, censés les protéger : « Les employés dorment en groupe dans des salles de réunion, les couloirs ou près des salles de bain. Tout le monde dort à même le sol », [10]

Les « gitans du nucléaire » comme on les nomme au Japon (ils se déplacent de centrale en centrale, de chantier en chantier, au gré des besoins – on parle en France aussi des « nomades du nucléaire ») vivent donc 24 heures sur 24 dans un environnement contaminé. Or, les équipements de protections ont fait cruellement défaut. Ils n'avaient souvent qu'un dosimètre pour deux – en effet, selon la Tepco, après la catastrophe du 11 mars, il ne restait que 320 dosimètres en état de marche sur les 5.000 officiellement en magasin ! [11]. Ils se sont retrouvés chaussés de bottes de caoutchouc ou de bottines en plastique ! « Les conditions de travail étant de plus en plus dangereuses, je ne pense pas pouvoir trouver d'autres salariés qui accepteraient d'y aller », a confié un sous-traitant au journal Asahi. [12]

Le mouvement antinucléaire – et pas seulement les syndicats – doit faire sien la défense des salariés en danger. Comme le note Abraham Behar, « [...] seuls les travailleurs ont un double

risque, celui des fortes doses liés aux accidents et celui des faibles doses comme toute la population exposée et contaminée. [...] Pardonnez à un vieux réflexe de médecin qui fait de la vie de chaque patient "le bien le plus précieux", et qui s'interroge : quelle solidarité peut-on, doit-on, mettre en œuvre pour les obscurs précaires Japonais ? Le mouvement syndical a su se mobiliser pour les intérimaires du nucléaire et l'union européenne a pris quelques dispositions projectives, et nous, que faisons-nous ? »

N'en déplaise aux apologues du nucléaire, la gravité du danger couru par les intervenants à Fukushima ne fait aucun doute. Le ministère de la Santé, du Travail et du Social [13] au Japon l'a lui-même reconnu à sa façon : « il n'est jamais bon d'avoir n'importe quel type de travail qui exige de mettre sa vie en danger » à déclaré au quotidien Asahi l'un de ses hauts fonctionnaires, « néanmoins, l'importance qu'il y a à régler la situation à la centrale nucléaire va au-delà du cadre de la politique sociale. Je ne peux pas être confiant [pour juger] si c'est cela ou la sécurité des travailleurs qui devrait avoir la priorité. » Même si la chose est exprimée dans une langue un peu contournée, on ne peut être plus clair. [14]

Plus le travail est précarisé et plus pèse sur les salariés le chantage à l'emploi ainsi que sur les entreprises de sous-traitance le chantage au marché. Paul Jobin note que dans ces conditions, « ces ouvriers travaillent souvent en deçà des normes de protection. Le patron d'une petite entreprise résidant à proximité de Fukushima 1, qui avait travaillé pour le compte de fabricants de réacteurs nucléaires (General Electric, Hitach,...), m'avait montré en 2002 le cachet "pas d'anomalie" qu'il avait utilisé pendant des années pour falsifier le carnet de santé des ouvriers dont il avait la responsabilité, jusqu'à ce qu'il soit lui-même atteint de cancer et rejeté par Tepco. » [15]

Le risque nucléaire est partout occulté, à commencer par en France. Vu les circonstances, les décrets gouvernementaux du 30 mars sur les conditions permettant à des travailleurs de bénéficier d'une retraite anticipée [16] prennent valeur de symbole. Les rayonnements ionisants (radioactivité) cancérogènes, mentionnés auparavant, « ont été discrètement retirés de la liste », alors qu'ils « figuraient dans le projet de décret présenté le 23 février. »

« Ainsi, les personnels de l'industrie nucléaire, par exemple, et notamment les salariés des sous-traitants qui subissent les plus fortes expositions, "sont mis à l'écart d'une disposition valable pour toutes les expositions professionnelles à des cancérogènes", dénonce Michel Lallier, représentant CGT au haut comité pour la transparence et à l'information sur la sécurité nucléaire. "C'est un non-sens et une injustice flagrante." » [17]

## **Fukushima ou l'inhumanité capitaliste**

Écrit par Pierre Rousset, Michael Löwy

Mardi, 19 Avril 2011 14:31 - Mis à jour Mardi, 19 Avril 2011 15:16

---

Le scandale ayant publiquement éclaté, les travailleurs intervenant sur la centrale en crise obtiennent de meilleures conditions de protection et d'indemnités – en espérant que les employés de la sous-traitance bénéficient aussi de nouvelles mesures. Mais tout cela en dit long sur l'état d'impréparation de l'industrie nucléaire et du gouvernement à un accident majeur. La Tepco a dû avouer qu'elle n'avait, même en ce qui concerne ses propres employés, pas défini un niveau de prime correspondant à la crise présente, n'ayant « jamais envisagé une situation dans laquelle les travailleurs devraient intervenir de façon continue au milieu d'un haut niveau de radiations. » [18]

Tout cela révèle aussi l'inhumanité du quotidien capitaliste pour qui la santé et la vie des travailleurs – ou des populations avoisinantes, victimes des pollutions –, n'est qu'une variable ajustable, comme le salaire. Ainsi, au nom de l'intérêt des actionnaires, Tepco avait refusé de mettre en œuvre des mesures de sécurité pourtant légalement exigées et avait négocié à la baisse les contrats d'assurance. Elle se déclarera demain en faillite s'il le faut, pour laisser à l'Etat la charge des indemnisations.

Or, la Tokyo Electric Power Company (Tepco) n'est pas un représentant marginal du monde des affaires.

Fondée en 1951, cette multinationale japonaise est devenue le plus grand producteur privé mondial d'électricité. Rien que cela ! Ainsi, la politique de Tepco jette une lumière crue sur l'envers du décor, sur la nature du capitalisme réellement existant.

### **Pierre Rousset**

[1] l'Humanité du 21 mars 2011. Voir sur ESSF (article 20978) : Fukushima, manutentionnaires, radiations, seuils et désarmement.

[2] « Les "liquidateurs" de la centrale travaillent dans des conditions "affreuses" », Le Monde daté du 19 mars 2011.

[3] Le Monde daté du 24 mars 2011. Paul Jobin, sociologue est spécialiste du Japon, maître de

conférences à l'université de Paris-Diderot. Il a étudié la situation des ouvriers du nucléaire dans l'Archipel et en particulier à la centrale 1 de Fukushima.

[4] Criirad : Commission de Recherche et d'Information indépendante sur la Radioactivité. Voir notamment sur ESSF (article 21101) son récent communiqué du : L'autorité de sûreté nucléaire japonaise considère que les accidents survenus à la centrale de Fukushima Daichi doivent être classés au niveau 7, le plus élevé.

[5] Sur les conséquences pour la santé des radiations nucléaires, voir notamment sur ESSF Annie Thébaud-Mony (article 20786), Nucléaire : la catastrophe sanitaire et Paul Benkimoun (article 20795), Fukushima : irradiation, contamination... – tous deux initialement parus dans Le Monde.

[6] op. cit.

[7] « Le quotidien radioactif des « liquidateurs » de Fukushima », Le Monde daté du 2 avril 2011.

[8] Voir sur ESSF (article 21122) : Fukushima : L'insupportable quotidien des liquidateurs de la centrale nucléaire.

[9] Voir notamment sur ESSF (article 20992) pour son édition de langue anglaise du 5 avril Fukushima : Worker safety takes back seat in dealing with nuclear crisis.

[10] AFP, op. cit.

[11] Asahi, op. cit.

[12] AFP, op. cit.

[13] Ministry of Health, Labor and Welfare

[14] Asahi, op. cit .

[15] Philippe Pons, op. cit.

[16] à savoir une retraite à taux plein à 60 ans.

[17] Francine Aizicovici, « L'exposition à la radioactivité est exclue des critères pour la retraite anticipée », Le Monde, 15 avril 2011.

[18] Asahai, op. Cit.

---

## **Fukushima – Un autre monde est possible !**

Chaque jour nous apporte des nouvelles plus terrifiantes de la catastrophe nucléaire de Fukushima. Pour la deuxième fois de son histoire, le peuple japonais est victime de la folie nucléaire. On ne sait pas encore l'étendue du désastre, mais il est évident qu'il s'agit d'un

tournant. Dans l'histoire de l'énergie nucléaire, il y aura un avant et un après Fukushima.

Après Tchernobyl, le lobby nucléaire occidental avait trouvé la parade : c'est le résultat de la gestion bureaucratique, incompétente et inefficace, propre au système soviétique. « Cela ne pourrait pas avoir lieu chez nous ». Que vaut cet argument aujourd'hui, quand c'est le fleuron du capitalisme japonais – en fait, comme le rappelle dans un article récent Pierre Rousset, rien moins que « le plus grand producteur privé mondial d'électricité » ! - qui est concerné ?

Les médias ont mis en évidence l'irresponsabilité, l'impréparation et les mensonges de la Tokyo Electric Power Company (TEPCO) – avec la complicité active des organismes de contrôle et des autorités locales et nationales – plus préoccupée de rentabilité que de sécurité. Ces faits sont indiscutables, mais à trop insister sur cet aspect, on risque de perdre de vue l'essentiel : l'insécurité est inhérente à l'énergie nucléaire. Le système nucléaire est fondamentalement insoutenable, les accidents sont statistiquement inévitables. Tôt ou tard, d'autres Tchernobyl et d'autres Fukishimas auront lieu, provoqués par des erreurs humaines, des dysfonctionnements internes, des tremblements de terre, des accidents d'aviation, des attentats, ou des événements imprévisibles. Pour paraphraser Jean Jaurés, on pourrait dire que le nucléaire porte la catastrophe comme la nuée porte l'orage.

Ce n'est donc pas étonnant que le mouvement antinucléaire soit en train de se remobiliser en grande échelle, avec quelques résultats positifs, par exemple en Allemagne. Le mot d'ordre de « Sortie immédiate du nucléaire » se répand comme une trainée de poudre. Cependant, la réaction de la plupart des gouvernements – notamment en Europe et aux USA – c'est le refus de sortir du piège nucléaire. On tente de calmer l'opinion publique avec la promesse d'une « sérieuse révision de la sécurité de nos centrales ». La M.O.A.N., Médaille d'Or de l'Aveuglement Nucléaire mérite d'être attribuée au gouvernement français, dont l'un des porte-paroles, le sieur Henri Guaino, a récemment déclaré : « L'accident nucléaire au Japon pourrait favoriser l'industrie française dont la sécurité est une marque de fabrique ». No Comment...

Les nucléocrates – une oligarchie particulièrement obtuse et imperméable – prétendent que la fin du nucléaire signifierait le retour à la bougie ou à la lampe à huile. La simple vérité c'est que seulement 13,4% de l'électricité mondiale est produite par les centrales nucléaires. On peut parfaitement s'en passer... Il est possible, probable même que, sous la pression de l'opinion publique, dans beaucoup de pays on réduise considérablement les projets délirants d'expansion illimitée de l'industrie nucléaire et de construction de nouvelles centrales. Mais on peut craindre que cela s'accompagne d'une fuite en avant dans les énergies fossiles les plus « sales » : le charbon, le pétrole offshore, les sables bitumineux, le gaz de schiste.

## **Fukushima ou l'inhumanité capitaliste**

Écrit par Pierre Rousset, Michael Löwy

Mardi, 19 Avril 2011 14:31 - Mis à jour Mardi, 19 Avril 2011 15:16

---

Le capitalisme ne peut pas limiter son expansion, donc sa consommation d'énergie. Et comme la conversion aux énergies renouvelables n'est pas « compétitive », on peut prévoir une nouvelle et rapide hausse des émissions de gaz à effet de serre. Le premier pas dans la bataille socioécologique pour une transition énergétique c'est le refus de ce faux dilemme, de ce choix impossible entre une belle mort radioactive ou une lente asphyxie par le réchauffement global. Un autre monde est possible !

**Michael Löwy**